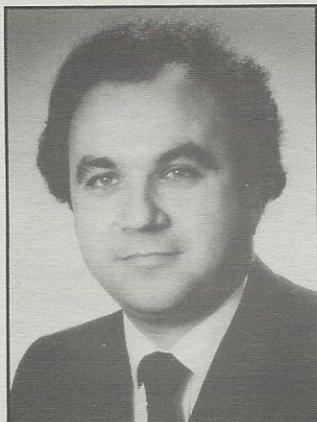


LA POPULATION FRANCO-ALBERTAINE: VICTIME DE L'INTRANSIGEANCE ET DE L'INSENSIBILITÉ DE SON GOUVERNEMENT PROVINCIAL

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) a réagi, le 10 janvier 1992, aux propos tenus le jour précédant par le premier ministre de l'Alberta, Don Getty, sur l'abolition du bilinguisme officiel au Canada.



Marc Godbout, directeur général
Fédération des communautés
francophones et acadienne
du Canada

À notre avis, il s'agit de déclarations très malheureuses et électoralistes. Dans le présent contexte constitutionnel, ces déclarations veulent renforcer la notion que le pays se compose d'un Québec français et d'un Canada anglais, ce qui n'est certes pas le cas.

Par ses déclarations, nous comprenons que le premier ministre Getty veut obtenir un cautionnement pour les gestes discriminatoires posés

par son gouvernement à l'endroit des francophones de sa province alors qu'il a aboli leurs droits constitutionnels avec l'adoption de la Loi 60 et alors qu'il ne respecte même pas le jugement de la Cour suprême du Canada en matière d'éducation. En ce sens, sa réaction n'est pas surprenante.

Monsieur Getty veut définir le Canada de telle sorte que ses caractéristiques fondamentales n'aient aucune portée sur la vie quotidienne des citoyennes et citoyens, que ces caractéristiques fondamentales gardent une simple valeur symbolique, en somme qu'elles soient remises dans le garde-robe de l'histoire canadienne.

Sur cet aspect, ces déclarations démontrent toute la pertinence des demandes faites par la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) au cours des dernières semaines afin que la réforme constitutionnelle aborde franchement et directement la dualité linguistique canadienne.

Le gouvernement fédéral, et en particulier, le premier ministre Brian Mulroney, ne peuvent plus rester sourd aux revendications et aux réclamations de la population franco-albertaine qui, depuis des années, est victime de l'intransigeance et de l'insensibilité du gouvernement Getty à leur égard.

Le gouvernement fédéral doit démontrer un leadership en cette matière et faire comprendre aux provinces et territoires que la dualité linguistique est une caractéristique inaltérable de l'identité canadienne et que cette caractéristique doit pouvoir se transposer dans la vie quotidienne de la population canadienne. ■